

**RÉDACTION**  
ADMINISTRATION  
**BUREAU DES ABONNEMENTS**  
Imprimerie Suisse, 11, rue de la  
Fribourg (Suisse)

**ABONNEMENTS**  
1 an 12 mois 6 mois 3 mois  
Suisse Fr. 2.50 8.— 4.— 2.—  
Etranger 4.— 10.— 5.— 2.—

Tous les bureaux de poste se chargent de percevoir les prix d'abonnement en y ajoutant une surtaxe de 20 centimes.  
Compte de chèques postaux 114 64

# LA LIBERTÉ

Journal politique, religieux, social

**ANNONCES**  
Publicités  
S.A. SUISSE DE PUBLICITÉ  
11, rue de la  
Fribourg

**PRIX DES ANNONCES**

Catégorie : 1<sup>re</sup> insertion 10 cent. 2<sup>e</sup> 5 cent. 3<sup>e</sup> 3 cent.  
Sous-catégorie : 1<sup>re</sup> insertion 10 cent. 2<sup>e</sup> 5 cent. 3<sup>e</sup> 3 cent.  
Réclames : 1<sup>re</sup> insertion 10 cent. 2<sup>e</sup> 5 cent. 3<sup>e</sup> 3 cent.

## Nouvelles du jour

### A Munich, les tentatives des bolchévistes paraissent devoir avorter. Le calme revenu au pays de Bade.

Le mouvement bolchéviste qui s'est produit à Munich, à Augsbourg et à Nuremberg paraît épuisé; en tout cas, les campagnes hâtives y sont résolument réfractaires.

Dans la capitale, la proclamation d'une dictature prolétarienne paraît devoir être un coup d'épée dans l'eau. A côté du comité ultrarévolutionnaire qui s'était formé pour exploiter le meurtre d'Eisner, il s'est constitué un autre comité, d'où les communistes ont été exclus, et qui réussira vraisemblablement à endiguer l'effervescence.

Le célèbre professeur F.-W. Foerster, dont les écrits pédagogiques ont en tant de retentissement et qui est un des coryphées du pacifisme, a été sollicité d'entrer au gouvernement; il a refusé et il a eu raison; il ne vaut rien à des savants et à des philosophes de se mêler de trop près à la politique. On a fait appel au Dr Muehlton, un ancien directeur des ateliers Krupp, à Essen, qui, s'étant brouillé avec cette maison, a publié des révélations piquantes sur les menées pangermanistes. M. Muehlton était venu planter sa tente en Suisse. Il se tient à la disposition de ses compatriotes.

Au pays de Bade, on s'est remis de l'alerte qu'on a eue à la suite de l'émeute de Mannheim. L'état de siège a été levé, sauf à Mannheim même.

général. La Cour de Munich s'était par trop mise à l'unisson de celle de Potsdam.

L'ex-pasteur berlinois Traub, le théologien libre penseur que le gouvernement prussien dut déposer de son emploi, à cause de ses fanfarses d'incrédulité, est député à l'Assemblée nationale de Weimar. Ennemi du trône et de l'autel quand le parti de l'ordre régnait, cet anarchiste intellectuel s'est mué en conservateur, maintenant que la Révolution a triomphé; il est inscrit, en effet, au groupe monarchiste; mais il continue de porter avec gloire son titre de pasteur incrédule. Encore un de ceux qui s'imaginent qu'on peut tenir la société debout sur le vide de la négation religieuse.

Le chef du gouvernement allemand a fait aux députés réunis à Weimar un tableau saisissant du sort de la ville de Düsseldorf, sous le régime bolchéviste. Il a dit que cette cité prospère avait été en peu de temps réduite à la mendicité. Il a rapporté des traits innombrables du banditisme qui sévit à Düsseldorf sous l'enseignement de la dictature prolétarienne. C'est la terreur en plein. La vie d'un homme ne compte pas plus que celle d'un animal quelconque. Tout ouvrier qui ne se plie pas à l'ordre de grève est fusillé. Le pouvoir communiste ne se soutient que par l'extorsion et le pillage.

Les troupes sont en chemin pour aller délivrer la population de Düsseldorf de ses tyrans.

Le comte Carolyi, qui a proclamé in extremis la conversion de la Hongrie au parti des Alliés, espérait incliner ceux-ci à la bienveillance envers son pays et préserver celui-ci du démembrement dont le menacent les appétits de ses voisins tchèques, serbes et roumains. Le comte Carolyi, dont les sentiments antiallemands étaient connus de longue date, n'a pas vu se réaliser son espoir de servir de paratonnerre à sa patrie. Les Alliés ont trop d'obligations envers les Tchèques, les Roumains et les Serbes pour pouvoir les empêcher de satisfaire leurs convoitises aux dépens des Magyars; ils leur laissent donc carte blanche, et la Hongrie connaît, par surcroît, le poids de l'occupation étrangère, dont l'Autriche est du moins exemptée. Le gouvernement provisoire magyar se lamente de ce traitement rigoureux et demande qu'on lui permette au moins de faire procéder aux élections, de manière que le pays ait de nouveau des autorités régulières; sinon, dit-il, la Hongrie ira au bolchévisme. Une émeute qui a éclaté à Budapest, le 20 février, justifie ces craintes.

Le télégraphe a transmis, l'autre jour, un exposé du ministre français des finances sur la situation budgétaire. Cette situation est délicate et grave, a dit le ministre, qui a cependant exprimé sa confiance dans le sentiment du devoir qui anime le peuple français. On ne demande aux contribuables qu'un sacrifice d'argent, pendant que des centaines de milliers de citoyens ont fait le sacrifice de leur vie.

Les dépenses de guerre de la France se sont élevées à 182 milliards. Il y a été fait face, pour une partie, au moyen d'une série d'emprunts intérieurs à longue échéance, qui ont procuré 54 milliards; mais qui forment une dette nominale de 72 milliards; on a eu recours ensuite à l'impôt, qui a produit 18 milliards; puis aux bons offices de la Banque de France, qui a avancé 20 milliards; enfin, à divers expédients: bons de la défense nationale, emprunts contractés à l'étranger, etc. Tout cela n'a pas suffi et une dépense d'un certain nombre de milliards a été engagée sans qu'on ait trouvé la ressource correspondante. Actuellement, cette

dette flottante s'élève à 50 milliards. Il s'agit de la consolider ou de l'éteindre.

Quant au budget ordinaire, il représente un total de dépenses de 18 milliards et demi; or, il n'y a des recettes assurées que pour 8 milliards. Avant la guerre, le budget s'élevait à 5 milliards 200 millions. Le ministre des finances a annoncé un impôt sur le capital qui demanderait au contribuable un sacrifice important mais décisif pour l'équilibre du budget.

En présence des difficultés inextricables causées par le mouvement calaniste, le cabinet espagnol a donné sa démission. Le roi l'a prié de rester encore jusqu'à l'approbation du budget. Alphonse XIII mettra ce temps à profit pour trouver un successeur à M. Romanos. Les conservateurs ne se soucient pas de prendre le pouvoir dans les circonstances actuelles.

### La confédération générale du travail et la conférence de la paix

Paris, 12 février.

La désignation de M. Jouhaux, secrétaire général de la Confédération générale du travail, comme délégué de la France à la commission internationale du travail à la Conférence de la paix est très diversement accueillie et commentée, mais, quoi que l'on en pense, elle constitue un événement, en ce qu'elle implique la reconnaissance en quelque sorte officielle de cette grande force organisée qu'est la C. G. T. (Confédération générale du travail).

Lorsque, il y a quelques semaines, une délégation de la C. G. T. avait été reçue par M. Clémenceau, chef du gouvernement, auquel elle exposa les revendications de la classe ouvrière et son vif désir d'être appelée, par ses représentants autorisés, à collaborer à l'élaboration de la charte internationale du travail qui doit être inscrite au traité de paix, cette prétention a semblé singulièrement osée, et une partie de la presse a manifesté une vive opposition à ce que le gouvernement y fût droit. Mais non moins énergique a été, en faveur de la collaboration des travailleurs au traité de paix, la campagne socialiste, et elle s'appuyait sur des motifs qui ont finalement prévalu. Malgré toutes les réserves que je formule à l'égard du syndicalisme socialiste en général, de la C. G. T. en particulier, je n'en suis ni effrayé ni scandalisé comme quelques-uns; je suis même tout disposé à y voir, comme le journal socialiste majoritaire *l'Evénement*, « un heureux progrès dans la voie de la pacification sociale ».

La *Bataille*, organe officiel de la C. G. T., écrivait, le 29 octobre dernier, sous la signature — je n'hésite pas à me servir de la formule consacrée — d'un de ses plus distingués collaborateurs, Antonin Seuhl :

« Une telle paix, la seule vraie, la seule saine, ne ressemble à aucune de celles que l'histoire nous a jusqu'à ce jour enregistrées. C'est pourquoi nous disons encore qu'elle ne sera pas confectionnée et signée, comme les autres, par des diplomates travaillant dans l'ombre. Les représentants des intérêts économiques, des représentants du capital et du travail par conséquent, se rencontreront avec les plénipotentiaires plus spécialement chargés des questions territoriales et politiques. Une sorte de constituante mondiale, naissant de son esprit et sa composition, nous fera une planète habitable sur laquelle il fera bon travailler et vivre ».

Ces arguments ne valent-ils pas ceux des foudroyants chauvins qui ne rêvent que d'agrandissements territoriaux, et dont l'unique motif d'ordre est d'humilier et d'écraser l'ennemi vaincu, et de perpétuer la haine de peuple à peuple ? *L'Homme Libre*, le journal de M. Clémenceau, dit à propos de la désignation de M. Jouhaux : « On voit qu'on ne veut pas la paix des papiers. C'est évidemment la volonté, la volonté des peuples, qui d'appeler à en finir les modalités les plus représentatives de la classe ouvrière, la C. G. T., considérée comme principale mandataire des groupes syndicaux ».

Quant à la presse socialiste, on conçoit sans peine qu'elle soit unanime à se réjouir de ce qu'elle considère, non sans raison, comme une victoire également pour le parti avec lequel, malheureusement, la C. G. T. s'identifie un peu trop. Jouhaux pour la France, Gompers pour l'Amérique, écrit la *Petite République* (socialiste majoritaire), les confédérations générales du travail des deux mondes ainsi associées aux délibérations diplomatiques internationales, c'est bien un des phénomènes les plus caractéristiques de l'ordre nouveau. *L'Evénement*, qui l'a déjà cité, estime que c'est un acte, et un

acte de hardiesse, dont il faut hautement louer le gouvernement.

M. Jouhaux lui-même, interrogé par un rédacteur de *l'Echo de Paris*, a déclaré :

« Si je suis satisfait ? Oui, mais à la condition que mon rôle à la conférence de la paix puisse être autre chose qu'une participation platonique à des discussions sans résultats ».

La C. G. T. demande la reconnaissance officielle des organisations syndicales; leur droit à l'intervention dans tous les rapports du travail; l'avènement à la gestion et au contrôle; la journée de huit heures; la transformation de l'administration politique en administration économique, l'expropriation de la bureaucratie et son remplacement par une organisation rationnelle permettant une technicité maximum dans chaque domaine économique.

J'estime, moi qui cependant ne suis pas socialiste, que ceux qui s'indignent ou se lamentent au sujet de ce qu'ils considèrent comme une faiblesse coupable, une concession dangereuse du gouvernement à l'égard des revendications ouvrières, que ceux-là sont aveugles en présence de la force toujours croissante que le prolétariat puise dans l'organisation syndicale. Ils se trompent étrangement quand ils s'imaginent qu'une résistance obstinée, voire même une réaction brutale arrêterait le fléau menaçant du bolchévisme, dernière incarnation du fléau révolutionnaire, et que la majorité des socialistes réprouvent d'ailleurs formellement.

« Est-ce à dire, puisque des transformations sociales ne se peuvent pas plus éviter chez nous que dans les pays voisins, qu'elles s'accompliront nécessairement de désordres ? », écrit dans la *Bataille*, M. Antonin Seuhl, que j'ai cité déjà. La violence pour la violence n'a rien qui séduise les travailleurs. S'ils ont élaboré leur charte, s'ils ont dressé un programme minimum résultant des conditions d'existence telles que la guerre vient de les faire, ce n'est pas pour le vain plaisir de chercher poulx aux bourgeois et de créer des difficultés aux pouvoirs publics ».

Il y a, hélas ! beaucoup de gens qui, volontairement ou involontairement, ferment les yeux sur ce grave problème. Tout absorbés qu'ils sont, les uns par leurs travaux ou leurs affaires, d'autres par leurs ambitions ou leurs plaisirs, ils ne connaissent le mouvement syndicaliste que par les informations d'une presse plus prompte, en général, à en dénoncer les erreurs politiques et les regrettables excès qu'à le faire connaître ce qu'il y a de légitime dans les revendications ouvrières.

Aussi ignore-t-on un peu trop que, à côté des évergètes qui préconisent le sabotage et la violence sous toutes ses formes; à côté des sots et des ignorants, dont tout le programme consiste à crier à bas les patrons, à bas les capitalistes, à bas les curés; à côté des politiciens sans scrupules qui se servent du socialisme comme de tromphin électoral, que, à côté de ceux-là, il y a des hommes de réelle valeur, des travailleurs consciencieux qui, renseignés sur la complexité de la question sociale, ne cherchent pas à déchaîner un fléau dont ils entrevoient eux-mêmes les effroyables conséquences, mais à faire collaborer toutes les forces économiques, capital, patronat et travail, à l'établissement d'un meilleur état social.

Je crois sincèrement que M. Jouhaux est de ceux-là. Je ne l'ai jamais approché; je ne le connais que par ses nombreux articles de presse et par les appréciations que j'ai entendu formuler sur son compte, par des personnes qui le connaissent personnellement, et qui ne sont pas toutes de son bord. Je ne souscris pas à tout ce qu'il écrit, et suis loin d'approuver toujours son attitude politique, mais, en me plaçant sur le seul terrain social, j'ai l'impression que M. Jouhaux est un esprit très éclairé, qui reconnaît fort bien que l'amélioration du sort de la classe ouvrière est liée à la prospérité économique du pays et que, par conséquent, les travailleurs, s'ils ont des droits, ont aussi des devoirs. Il l'a d'ailleurs courageusement proclamé en maintes circonstances.

C'est aussi M. Jouhaux qui, en 1913, dans le journal *l'Humanité*, écrivait :

« Je mets au défi Longuet et ses amis de faire adopter par un congrès socialiste international une motion réprochant l'esprit religieux et condamnant les Eglises ».

L'anticléricalisme français ne fait pas corps avec la doctrine du socialisme international. On est donc mal venu à faire grief à des militants quelconques de leurs sentiments religieux.

Tout le croyant religieux m'est étranger, et, cependant, pas une minute je n'ai songé à faire reproche de ses pratiques religieuses à notre camarade Ben Tillet, appelant, au cours de la grève des dockers, des « foudres du Seigneur », ou à tout autre réfractaire qui, dans des circonstances identiques, eut une attitude semblable.

Ces déclarations se passent de commentaires; même parmi les délégués de la France à la Conférence de la paix, et je parle de représentants qualifiés de la classe ouvrière, dont la désignation n'a soulevé aucune réclamation ni critique, il en est qui gagneraient à s'inspirer

et de cet exemple de tolérance et de respect des convictions religieuses d'autrui.

Il convient de rappeler aussi que M. Jouhaux, dans le comité des pupilles de la nation, auprès de S. E. le cardinal-archevêque de Paris, je suis intimement convaincu qu'il sera non moins bien à sa place à la commission de la législation internationale du travail de la Conférence de la paix. J'ai confiance que ses efforts, sa compétence et son expérience, jointes à ceux de M. Samuel Gompers, représentant la confédération générale du travail américaine, auront une heureuse influence sur les travaux de la commission.

Non, la désignation de M. Jouhaux ne doit pas être considérée comme une concession dangereuse ou comme un acte de faiblesse; il est plus juste de dire qu'elle est un acte de hardiesse, mais dont il est permis d'attendre le meilleur résultat au point de vue de la paix sociale.

Où il y a des intérêts opposés en présence, il est juste, il est nécessaire que les uns et les autres soient représentés et puissent faire valoir leurs droits, et tout le monde comprend, à cette heure, ou devrait comprendre, que le monde doit sortir de cette guerre ruineusement régénérée. Si l'on d'accorde pas aux peuples la justice sociale à laquelle ils ont droit, la tempête populaire ne connaîtra plus de frein; tôt ou tard, en dépit de toutes les rigueurs administratives et même de l'action des mitrailleuses, elle éclatera.

Oscar de Ferenczy.

### La question épiscopale en Valais

On sait que la question du mode de nomination de l'évêque de Sion a été définitivement tranchée par le Saint-Siège, qui a écarté la prétention du Grand Conseil valaisan de coopérer à cette nomination, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège épiscopal. Mais Rome ajoute que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège n'empêche nullement, au contraire, d'élire l'évêque de Sion, comme l'usage s'en était établi. Le Saint-Père ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et se réserve la libre nomination du siège ép



Cependant, après avoir  
liens de la commission, l'  
pose de concéder aux com  
déclarer l'assurance-malad



# Dernière Heure

## La conférence de Paris

Paris, 25 février.

(Havas.) — Le conseil des représentants des grandes puissances, sous la présidence de M. Pichon, a entendu lundi Turkish pacha, dans l'exposé des revendications albanaises vis-à-vis des territoires d'Albanie incorporés au Monténégro, à la suite de la décision de la conférence de Londres, en 1913, ainsi que ceux qui furent incorporés à la Grèce et à la Serbie, en 1913 également. Sur tous ces territoires se trouve une population en majorité albanaise. Le gouvernement albanais réclame ces terres albanaises et demande en outre des réparations économiques pour les villages brûlés par les empires centraux.

L'examen des questions albanaises a été confié à la commission des affaires grecques, présidée par M. Jules Cambon.

La deuxième partie de la séance a été réservée à l'étude des informations et propositions émanant de la mission envoyée à Varsovie. Parmi ces propositions figurent les moyens de ravitaillement et l'envoi à Dantzig de deux divisions polonaises actuellement en France. Le maréchal Foch donna son avis sur la question polonaise, que la commission continuera d'examiner aujourd'hui.

La question relative aux nouvelles conditions d'armistice n'a été discutée ni samedi, ni lundi. Des informations parues à ce sujet dans la presse alliée et française sont inexactes ou prématurées. La question ne peut pas venir en discussion pendant l'absence de MM. Clémenceau, Lloyd George et Orlando. On peut déjà dire que le projet prévoit le désarmement militaire et naval de l'Allemagne. Il n'est pas douteux que les Alliés se proposent d'établir une convention d'ordre non seulement purement militaire et naval, mais d'ordre également financier, qui en ferait en quelque sorte de véritables préliminaires de paix. Toutes les puissances représentées au comité des Dix ont été unanimes et il n'existe aucune divergence de vues sur l'accord à conclure. Les commissions intéressées se hâtent d'apporter sans retard les conclusions à la commission de la conférence.

De toutes façons, il n'est pas question de différer de quelques semaines, encore moins de un ou deux mois la signature par les Allemands de la nouvelle convention d'armistice, qui constituera la base des préliminaires de paix.

### L'exploitation du Rhône

Paris, 25 février.

(Havas.) — Le conseil municipal de Paris et le conseil général de la Seine ont organisé un congrès de la houille blanche, afin de discuter des différents problèmes que soulève l'aménagement du Rhône.

La commission a formulé les conclusions suivantes :

1° La région du Rhône a droit à des droits privilégiés.

2° La ville de Paris doit être associée et cliente de la région du Rhône.

3° L'Etat doit participer à la combinaison, au point de vue de l'intérêt national.

Ces conclusions seront soumises demain au congrès.

### La santé de M. Clémenceau

Paris, 25 février.

(Havas.) — Dans la journée de lundi, M. Clémenceau, n'ayant pas reçu de visite, s'est un peu reposé. Il s'est occupé de affaires courantes avec le général Mordacq.

### Pour protéger M. Wilson

Milan, 25 février.

On mande de Paris au Secolo :

L'agence Fournier apprend de New-York que, selon des nouvelles de Boston, le service de police organisé dans le port pour l'arrivée du président Wilson sera renforcé par 4000 soldats et marins, afin d'empêcher que M. Wilson ne soit victime d'un attentat, comme M. Clémenceau.

### Les obsèques de Kurt Eisner

Munich, 25 février.

(Wolf.) — Le conseil central a ordonné pour les funérailles d'Eisner, le 26 février, la suspension générale du travail, le paroisement des maisons et la sonnerie générale des cloches de toutes les églises.

### La situation à Augsburg

Augsbourg, 25 février.

(Wolf.) — La ville tout entière est au pouvoir du conseil des ouvriers et soldats. Les principaux bâtiments, la poste, l'hôtel-de-ville sont occupés par les spartacistes. La journée de dimanche a été calme. Les tramways ne doivent circuler que jusqu'à six heures. Les journaux bourgeois sont interdits pour quatre jours. Seul l'organe socialiste majoritaire, Augsburg Volkszeitung, paraît sans entrave, ainsi qu'une feuille d'annonces pour les abonnés des journaux bourgeois.

Dans une séance plénière extraordinaire du conseil des ouvriers et soldats tenue dimanche, l'établissement du système des conseils a été confié à une commission de 16 membres, choisie dans les deux partis socialistes et qui doit préparer des propositions sur le contrôle des autorités.

Les membres réactionnaires faisant partie des offices supérieurs doivent être libérés ou congédiés aussi tôt que possible.

### Grève minière en Saxe

Halle, 25 février.

(Wolf.) — Dans une assemblée des mineurs du district houiller de Halle, la grève générale

la mutualité et c'est un moyen de résoudre le problème si ardu de l'assistance.

M. le Rapporteur termine son intéressant exposé en notant que la loi en question n'est qu'une étape. Les temps viendront où l'assurance sera si généralisée que la promulgation de l'obligation ne fera que consacrer un état de fait et où, à l'assurance-maladie, viendra se joindre l'assurance-invalidité et vieillesse.

M. Glisson, membre de la commission, félicite le gouvernement pour son projet, et cite quelques faits tirés de son expérience de président de la Société de secours mutuel de la Gruyère, pour montrer combien l'on comprend peu et mal l'idée générale de l'assurance contre la maladie. Le député bernois s'élève contre l'idée de l'obligation de l'assurance et fait le procès de la caisse nationale de Lucerne.

M. Zimmermann, qui est également membre de la commission, n'est pas enthousiaste non plus du monopole fédéral de l'assurance. Et pourtant, devant l'indifférence et l'imprévoyance de tant de jeunes gens, on en arrive, à souhaiter l'obligation de s'affilier tout au moins à des caisses privées. M. Zimmermann voit dans le projet présenté un premier pas dans une voie où il espère qu'on ne cessera pas d'avancer.

M. Savoy, commissaire du gouvernement, l'homme isolé est faible. Il reste souvent sans ressource, lorsque la maladie vient le frapper. Un groupement d'individus se constitue-t-il afin de réunir dans une caisse commune des contributions versées pour venir en aide aux membres devenus incapables momentanément de travailler par suite de maladie, la situation change aussitôt. L'incertitude disparaît. La solidarité a créé la mutualité-maladie, qui assiste l'associé incapable de gagner sa vie.

Il importe de ne pas confondre l'assurance-maladie, où plusieurs personnes s'obligent mutuellement, chacune intervenant en proportion de la valeur pour laquelle elle est assurée, avec la société de secours mutuel, où la société s'engage à payer à ses membres un secours dans des cas prévus, contre paiement d'une cotisation.

C'est cette dernière forme de la prévoyance que le gouvernement propose de subventionner. S'assurer soi-même peut être une forme préférable dans certains cas. C'est néanmoins la forme exceptionnelle, surtout lorsqu'il s'agit de personnes auxquelles l'imprévoyance est habituelle, qui courent beaucoup de risques et dont le gain régulier n'est pas élevé. On peut donc affirmer que la prévoyance organisée est un élément indispensable de la lutte contre les dangers qui menacent sans cesse l'humanité.

Combien de familles sont plongées dans la misère et la détresse, lorsque leur soutien ou un autre de leurs membres sont frappés par la maladie ! La société de secours mutuel intervient alors et apporte parfois, à côté du secours matériel indispensable à l'entretien de son entourage.

A ce point de vue, la mutualité-maladie est une forme excellente de l'assistance, parce qu'elle est discrète, et préparée en quelque sorte par l'intérêt lui-même.

La grave problème de l'assistance ou du paupérisme, qui forme une grande part de ce qu'on appelle la question sociale, peut être partiellement résolu par le développement de la mutualité.

Etant donnée cette haute valeur morale et sociale de la mutualité, on est surpris de constater le peu d'extension qu'elle a prise dans notre canton.

Et cependant, depuis de longues années, des hommes de cœur et des sociétés font de louables efforts pour inculquer à nos populations l'idée mutualiste. Des réunions d'experts ont été convoquées par la Direction de l'Intérieur, en 1904 déjà, pour se livrer à une étude sérieuse sur la question.

La Fédération fribourgeoise des sociétés de secours mutuel fait de son côté un travail de propagande méritoire dans nos campagnes. Mais sa bonne volonté se brise contre le roc de l'indifférence et de l'esprit de méfiance qui règne dans nos populations encore insuffisamment instruites.

La loi fédérale votée par le peuple suisse le 4 février 1912 n'a pas produit dans notre canton les résultats qu'on pouvait légitimement en attendre.

En présence de cette situation, le gouvernement a jugé qu'il était de son devoir d'accroître son appui à la mutualité et de favoriser son développement.

M. le Commissaire du gouvernement invoque l'exemple de la Belgique où le principe de l'assurance libre et subsidiaire a produit un magnifique épanouissement de la mutualité. Abordant la question de l'obligation, M. Savoy déclare que l'initiative et l'effort individuel des mutualistes sont moralement et socialement supérieurs à une prescription impérative de la loi. C'est l'effort personnel et volontaire qui fait le mérite de la mutualité.

Il rappelle aux partisans de la mutualité-maladie obligatoire le verdict du 20 mai 1900, par lequel 342,000 citoyens contre 148,022, repoussaient la loi Forrer, entachée du principe de l'obligation.

En élaborant la loi de 1911, le législateur fédéral tint compte de cette manifestation de la volonté populaire. Et les expériences ne furent pas répétées de l'assurance-obligatoire de font pas regretter l'abandon de la mutualité-maladie obligatoire.

Tous ces motifs ont engagé le Conseil d'Etat à faire abstraction du principe de l'obligation. Au moment où les revendications en faveur des prestations de l'Etat déferlent avec l'impétuosité de la tempête, il importe d'user d'une grande prudence afin de ne pas fournir un nouvel aliment au collectivisme envahissant.

Cependant, après avoir entendu les observations de la commission, le gouvernement propose de concéder aux communes la faculté de déclarer l'assurance-maladie obligatoire, pour toutes les personnes domiciliées sur leur territoire ou pour certaines catégories d'entre elles seulement.

Le système de l'obligation facultative a le grand mérite de permettre le développement de la mutualité dans les localités où la population est en majorité acquise au principe de l'assurance.

Ce système a été adopté par les cantons de Zurich, Soleure, Schaffhouse et Grisons, qui accordent aux assurés des caisses reconnues, qu'elles soient volontaires ou obligatoires, un subside variant entre 1 fr. et 2 fr. 50 par membre. Ils remboursent généralement, en outre, aux communes, un quart, un tiers ou la moitié des dépenses faites pour les assurés obligatoires dans l'indigence.

Le développement des institutions de prévoyance est un des services les plus éclairés que l'on puisse rendre à la classe ouvrière. L'Eccleclique pontificale du 18 janvier 1901 leur accorde un haut encouragement. Il s'agit d'une œuvre caractéristique de progrès social, qui élève moralement le prévoyant, lui apprend sagesse et tempérance, en même temps qu'il le préserve et le soulage matériellement.

Aussi, avec l'insanité de la commission, le gouvernement propose-t-il l'entrée en matière. M. Blanchard, adversaire de l'obligation, se serait résigné à la voir introduire dans le domaine de l'assurance-maladie, tant on se montre rebelle pour la mutualité volontaire. L'orateur rend hommage à la Caisse mutuelle de la Singine, qui est un précieux auxiliaire des communes dans l'œuvre d'assistance. Il conseille à la capitale d'introduire la première obligation.

M. Léon Genoud croit que l'assurance infantile obligatoire seule assurera le recrutement des mutualités d'adultes. Il souligne les bienfaits sociaux de celles-ci, quand elles remplissent leur mission en toute conscience.

M. Pierre Zurkinden cite, à titre d'exemple, les statuts de la caisse-maladie l'Avenir.

M. Paul Joye résume la discussion sur l'entrée en matière et constate l'accord pour laisser aux communes toute faculté d'introduire l'obligation. Celles qui ont un lourd budget d'assistance ne tarderont pas à y recourir. M. le Rapporteur suggère l'idée d'une commission cantonale de propagande mutualiste, dont les membres seraient choisis parmi nos sociétés de secours mutuel les plus actives.

M. Savoy, commissaire du gouvernement, accueille avec intérêt les vœux et suggestions qui se sont fait jour, puis le Grand Conseil passe à la discussion des articles du projet.

M. le Rapporteur fait remarquer que le projet de décret est devenu projet de loi et sera l'objet de trois débats. Il commente l'article premier, qui fixe les conditions générales d'application de la loi et porte, comme condition absolue pour l'obtention des subsides, la reconnaissance des caisses par la Confédération. Si la commission n'a pas cru devoir admettre, comme condition d'obtention du subside de l'Etat, l'affiliation à la Fédération mutualiste cantonale, c'est que nombre de sociétés fermées ne font pas partie de la fédération.

M. Glisson explique le point de vue de celle-ci, qui n'est pas de vouloir voir les subsides de l'Etat aller à des sociétés ayant leur siège ailleurs. Le projet offre d'ailleurs toutes garanties à ce sujet. L'article 1er est adopté sans modification.

Voici sa teneur :

« Article premier. — L'assurance en cas de maladie pour les adultes est encouragée par l'octroi de subsides aux institutions reconnues par la Confédération et qui se conforment aux dispositions de la loi fédérale du 18 juin 1911. A cet effet, un crédit est inscrit chaque année au budget de l'Etat. »

L'article 2 fixe les subsides du canton. Par l'organe de M. Joye, la commission propose quelques amendements de détail. Le Rapporteur montre l'esprit social de cette disposition, dont voici le texte :

« Article 2. — Le canton paie aux Caisses ayant leur siège dans le canton, par assuré adulte, ayant commencé sa quinzième année d'âge et par année entière, les subsides suivants :

a) Un franc pour les assurés du sexe masculin et un franc cinquante pour les assurés du sexe féminin, si la Caisse assure les soins médicaux et pharmaceutiques ou une indemnité journalière de chômage d'au moins un franc cinquante centimes pendant la première période prévue par la loi fédérale ;

b) Deux francs si la Caisse assure à la fois les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière de chômage d'au moins un franc cinquante centimes pendant la première période prévue par la loi fédérale ;

c) Dix francs pour chaque accouchement. Ce subside est porté à vingt francs pour les accouchées qui ont droit à l'indemnité d'allaitement prévue par les dispositions de l'art. 14, alinéa 4, de la loi fédérale du 18 juin 1911. La moitié au moins de ces derniers subsides doit être versée aux accouchées. Les mêmes subsides seront alloués aux sections des caisses intercantionales ayant leur siège dans le canton sous réserve que ces subsides servent à augmenter les prestations de la Caisse aux assurés domiciliés dans le canton. »

Ce dernier paragraphe est nouveau et donne satisfaction au vœu de la Fédération des mutualités fribourgeoises.

L'article est adopté.

Art. 3. — Dans les contrées montagneuses où les communications sont difficiles, le Conseil d'Etat alloue aux caisses un subside supplémentaire de deux à trois francs par assuré et par année entière. »

Cet article ne donne lieu qu'à un bref échange d'explications entre M. le Rapporteur, M. le Commissaire du gouvernement et M. Blanchard.

L'article 4, introduit par la commission, soulève un très long débat. Il est libellé comme suit :

« Article 4. — Les communes ont la faculté d'introduire l'assurance obligatoire en cas de maladie, en général ou pour certaines catégories de personnes. »

M. Joye légitime cette nouvelle disposition

par l'urgence que revêt le problème de l'assistance, problème dont la solution se heurte à de nombreuses difficultés. Si, dans une commune, tous les indigents, ou même tous ceux dont la situation est précaire, sont assurés, la commune est pour ainsi dire déchargée des frais d'assistance.

M. Savoy, commissaire du gouvernement, annonce qu'il y aura un règlement, élaboré par le Conseil d'Etat, pour fixer les modalités à suivre.

Cette question appelle des réserves de la part de M. Dupasquier (Vaudens), qui est partisan d'une réglementation par le Grand Conseil.

M. Dupraz croit que la loi sur les communes et paroisses fera règle dans cette matière.

M. Chassot ne juge pas cette loi suffisante et désire une interprétation nette et claire.

M. Robert Weck demande quelles seront les personnes qui seront soumises à l'article 4 : les ressortissants de la commune ou tous ceux qui y sont domiciliés.

M. Bartsch souhaite que les femmes aient leur mot à dire dans ces questions d'assurance.

MM. Léon Genoud, Gremion, H. Gutknecht et Marchon forment aussi des réserves quant aux sujets soumis obligatoirement à l'assurance.

M. Descherreux, directeur de la Justice, établit que la loi sur les communes et paroisses peut être appliquée sans risque en l'occurrence. Il éclaircit la situation et dissipe les confusions qu'on fait parfois entre l'assemblée communale, le conseil général, l'assemblée des électeurs.

A une remarque de M. Blanc, M. Boschung répond qu'il faut admettre, pour l'assurance comme pour l'assistance, le principe de la commune du domicile.

Une observation de M. Glisson, visant les médecins qui font durer les maladies des clients assurés, attire au député bernois des répliques catégoriques de MM. les docteurs Clément et Ducoillard. Le premier dit que parfois les médecins ont à soutenir une véritable lutte avec de prétendus malades qui voudraient jouir plus longtemps de vacances payées par les caisses-maladie. M. Ducoillard conseille aux caisses d'assurer les frais médicaux et de conclure des conventions avec les médecins.

M. Paul Joye et M. le Commissaire du gouvernement reprennent les diverses observations présentées et déclarent que la commission les examinera pour le deuxième débat de la loi.

L'article 4 est adopté, ainsi que les suivants, dont voici le texte :

« Art. 5. — Tous les subsides sont doublés si les communes accordent aux caisses des subsides équivalents à ceux qui sont prévus ci-dessus et à condition que les prestations de caisses d'assurance en faveur des assurés soient augmentées proportionnellement. »

Si les communes prennent à leur charge tout ou partie des contributions d'assurés indigents, le canton leur rembourse un tiers de leurs dépenses. »

« Art. 6. — Le Conseil d'Etat élabore un règlement général ; il fixe chaque année les subsides alloués aux caisses d'assurance-maladie, suivant les bordereaux établis par elles. Il tranche toute contestation portant sur les demandes de subsides. »

« Art. 7. — Les représentants d'une caisse qui, dans les comptes ou autres renseignements destinés à l'autorité cantonale, exposent intentionnellement d'une manière inexacte la situation de la caisse, seront punis d'une amende de cinq cents francs au maximum ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. Ces peines peuvent être cumulées. »

« Les contraventions aux présentes dispositions sont tranchées par les tribunaux d'arrondissement. »

« Art. 8. — Le Conseil d'Etat est chargé de promulguer la présente loi, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1919. »

La séance est levée à 6 heures.

### Séance du 25 février

La séance s'ouvre à 9 heures sous la présidence de M. Boschung, second vice-président.

Tous les membres du gouvernement sont à leur banc. L'appel nominal fait constater la présence de 80 députés.

On donne lecture de divers messages et d'une lettre des médecins de Fribourg recommandant au Grand Conseil la nouvelle loi sur les suberges.

C'est cette loi qui est ensuite mise en discussion. M. de Montenach présente le rapport au nom de la commission.

### † M. le docteur Paul Repond

Nous avons le regret d'apprendre la mort de M. le docteur Paul Repond, frère de M. le colonel Repond, commandant de la Garde suisse au Vatican. M. Paul Repond a été frappé d'une apoplexie dans la nuit de samedi à dimanche ; il a succombé ce matin.

M. le docteur Repond a dirigé pendant de nombreuses années, avec un grand dévouement, l'asile d'aliénés de Marsens ; il avait fondé ensuite une maison de santé à Malévoz, près de Monthey, où sa réputation de médecin aliéniste s'était pratiquement étendue. Il venait de se retirer de la pratique médicale et de se fixer à Fribourg.

M. Paul Repond était âgé de 63 ans.

### † M. le docteur Vollmar

Nous apprenons, d'Estevayer, la mort, à un âge avancé, de M. le docteur Vollmar, sur la carrière duquel nous reviendrons.

### Un enfant égaré

Dimanche matin, avant le jour, un éboulement s'est produit au Bas-Vully, au dessus de Mottier. Un bloc de rocher a roulé contre une maison habitée par la famille Simonet, a enfoncé le toit et a causé dans son lit une jeune fille, Abelle Simonet, âgée de 13 ans. La grand-mère de la victime et sa sœur, qui couchaient dans la même chambre, n'ont pas eu de mal.

a été décidée, malgré la protestation des délégués des districts de Zeitz et Mensewitz. La grève commencera probablement aujourd'hui.

### Grève en Argentine

Buenos-Aires, 25 février.

(Havas.) — En raison de l'impossibilité de se mettre d'accord avec les grévistes sur les conditions demandées, les usines métallurgiques de Varna ont fermé leurs portes. Des milliers d'ouvriers chôment.

### SUISSE

#### La Ligue des peuples

Bâle, 25 février.

Invités par les étudiants de Bâle, le socialiste indépendant allemand Bernstein et le socialiste belge Huysmans, secrétaire du bureau international socialiste, ont parlé à Bâle de la ligue des peuples. Les deux orateurs ont déclaré que cette ligue doit être une ligue de toutes les nations, qu'elle doit être non une ligue des gouvernements mais une ligue des peuples, avec une représentation de tous les partis et qu'elle doit prévoir la suppression des barrières douanières et économiques entre les peuples, si l'on veut la paix et une véritable ligue des peuples.

### SOCIÉTÉS DE FRIBOURG

Cercle d'études de l'Union des travailleurs, — Séance, ce soir, mardi, à 8 h. 1/2.

Société de chant de la ville de Fribourg. — Répétition, ce soir, mardi, à 8 h. 1/2 précises, à l'hôtel du Faucon.

### Peinture

On nous écrit :

Une remarquable aquarelle de M. le professeur E. Laporte est exposée, ces jours-ci, dans la vitrine de la librairie Gérard. C'est un sous-bois très fouillé, où se jouent les rayons d'un soleil d'été ; les valeurs s'y complètent et s'harmonisent à la perfection.

Il y a un mois, dans la même vitrine, l'artiste avait exposé quelques-unes de ses études rapportées de Châillon, pastels et aquarelles, sous-bois et paysages si reposants de la plaine broyarde, tous merveilleux de fraîcheur, de luminosité, de juste de coloris, comme de fini dans l'exécution ; petits motifs, mais grands dans leur sincérité.

### Aux bureaux

#### des ateliers de chemin de fer

La Direction du 1er arrondissement des C. F. F. vient de nommer M. Louis Bourqui, fils d'Adolphe, de Fribourg et Murist, au poste de chef de magasin de 1re classe, en remplacement de M. Alex. Alioth appelé à la Trac-tion de la Direction générale, à Berne.

### Enfants suisses nécessiteux et malades

Le comité cantonal fribourgeois a reçu les coupons de pain et de lait suivants : Echar-leux, Romont, Ruyres-les-Prés, Anonyme de Montreux et 3 anonymes de Fribourg. Une première répartition des coupons reçus a été faite le 24 février.

### Foire au bétail d'Estevayer

On nous écrit :

Notre foire de février a été peu fréquentée. Les nombreux marchands qui parcourent nos campagnes dispensent le vendeur de conduire son bétail sur les champs de foire.

Le gros bétail a atteint des prix particulièrement élevés. Les jeunes porcs se sont aussi vendus très cher.

On a compté sur le marché 75 pièces de gros bétail et 95 porcs.

### Calendrier

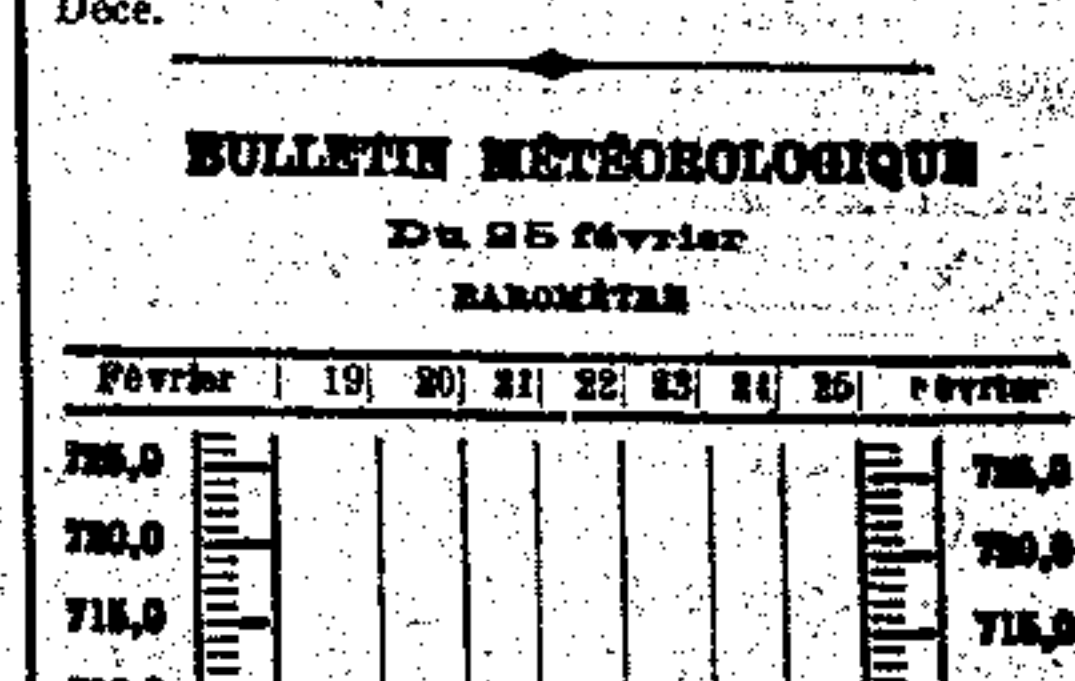
Mercredi 26 février

Saint Nestor, évêque et martyr  
Saint Nestor, apprenant qu'on le recherchait pour le martyriser, dit adieu à tous ses serviteurs et se présenta aux soldats qui venaient le saisir. Il souffrit le supplice du chevalier, puis celui de la croix, pendant la persécution de Diocèse.

### BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Du 25 février

BAROMÈTRE



THERMOMÈTRE C.

	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	1er
7 h. m.	11.0	10.0	9.0	8.0	7.0	6.0	5.0	4.0	3.0	2.0	1.0	0.0	-1.0
11 h. m.	12.0	11.0	10.0	9.0	8.0	7.0	6.0	5.0	4.0	3.0	2.0	1.0	0.0
7 h. a.	13.0	12.0	11.0	10.0	9.0	8.0	7.0	6.0	5.0	4.0	3.0	2.0	1.0

### TEMPS PROBABLE

Zurich, 25 février, midi

Ciel variable ; nuageux ; température peu au-dessus de zéro ; neige sur les hauteurs.



# BITTER CAMPARI

**Apéritif universellement apprécié**  
Spécialité de la Maison David Compagnon & Co, Milan  
Agent général pour la Suisse : GIOVANNI BRUSA, Lugano  
Agent dépositaire pour les cantons : Fribourg, Neuchâtel, Valais, Jura, Berne  
Vve J. LEVY-PICARD, FRIBOURG  
5, Avenue de la Gare, 5

Madame Paul Repond ;  
Le docteur et Madame André Repond et leurs  
enfants : Armène et Réhane ;  
Madame et Monsieur Xavier Remy-Repond et  
leurs enfants : Maurice et Jacques ;  
Monsieur Albert Repond ;  
Madame Alexis Pénitaz-Repond et sa fa-  
mille ;  
Madame et Monsieur Edmond Drompt-Repond  
et leur fils ;  
Le colonel et Madame Jules Repond et leurs  
enfants ;  
Madame Ida de Mayer ;  
Le docteur et Madame Charles Contat et leurs  
enfants ;  
Monsieur et Madame Armand Contat et leur  
famille ;  
Madame Alexandre Ribordy et son fils ;  
Monsieur et Madame Antoine Contat et leurs  
enfants ;  
Les familles Repond, Repond-Contat de Tor-  
renté, Splager, ont l'honneur de faire part de la  
perte douloureuse qu'ils viennent de faire en  
la personne de :

**Docteur Paul REPOND**  
ancien directeur de l'Asile de Marsens  
fondateur de la maison de santé de Malévoz  
leur très cher époux, père, grand-père, beau-  
père, frère, beau-frère, oncle et cousin, décédé  
à Fribourg, le 25 février, dans sa 63<sup>me</sup> année,  
muni des sacrements de l'Eglise.  
L'office mortuaire aura lieu à l'église du Col-  
ège le jeudi, 27 février, à 9 heures du matin.  
La sépulture aura lieu à Villars-Vaud le même  
jour. L'heure sera indiquée ultérieurement.  
Cet avis tient lieu de lettre de faire part.

Monsieur Antonin Colliard, inspecteur du bé-  
tail, à Bulle, et son fils Arthur ; M. Jules Ber-  
set, à Monthey ; Mme et M. Joseph Limat, à  
Belfaux ; les familles Berset, à La Corbalière ;  
M. et Mme Ferrero-Colliard et leurs enfants, à Fri-  
bourg ; Mlle Judith Colliard et ses frères, Placide  
et Auguste ; les familles Morand, à Genève et  
Bulle ; des familles Grandjean et Gaillard, à Mar-  
sins, Morion et Epagny, et Gobet, à Vaulruz,  
ainsi que les familles alliées ont la douleur de  
faire part de la perte cruelle qu'ils viennent  
d'éprouver en la personne de  
**Madame Marie COLLIARD-BERSET**  
leur chère épouse, mère, nièce, belle-sœur, tante  
et cousine, pieusement décédée, à l'âge de 51 ans,  
munie de tous les secours de la religion.  
L'enterrement aura lieu à Bulle, le 26 février,  
à 9 h. 1/2 du matin.  
Cet avis tient lieu de lettre de faire part.

Monsieur et Madame J. Bugnon-Villard et leur  
fille ; M. et Mme P. Bugnon-Mussiliard et leurs  
enfants ; M. et Mme V. Bugnon-Wyss et leur  
fils ; Mlle Marie, Laure et Marceline Bugnon ;  
les familles parentes et alliées font part à leurs  
amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils  
viennent d'éprouver en la personne de  
**Monsieur Pierre BUGNON**  
gardien retraité  
leur cher père, oncle et cousin, décédé à l'âge  
de 72 ans, muni des sacrements de l'Eglise.  
L'office d'enterrement aura lieu, mercredi ma-  
tin, à 8 h. 1/2, à l'église de Saint-Maurice.  
Domicile mortuaire : Stalden, 1, Fribourg.  
Cet avis tient lieu de lettre de faire part.

Le Cercle d'études de l'Union des travail-  
leuses a le grand regret de faire part à ses  
membres du décès de  
**Monsieur Pierre BUGNON**  
père de leurs chères et dévouées amies, Mlles  
Laure, Marie et Marceline Bugnon.  
L'enterrement aura lieu, mercredi matin, à  
8 h. 1/2, à l'église de Saint-Maurice.

La « Cecilia », chœur mixte de Saint-Jean, a  
le regret de faire part à ses membres du décès de  
**Monsieur Pierre BUGNON**  
père du dévoué membre de son comité, Mlle  
Marie Bugnon.  
L'enterrement aura lieu, mercredi matin, à  
8 h. 1/2.  
Domicile mortuaire : Stalden, 1.

**Institut de Hautes Etudes**  
Mercredi, 26 février, à 4 h., R. P. de Langen-  
Vendels : La foi et l'acte de foi.  
A 5 h., M. Dévaud : L'imagination enfantine.

**SCHNEIDER, Légumes, MORAT**  
Téléphone N° 49.  
Vente de nouveau au plus haut prix :  
RACINES ROUGE A SALADE (Betteraves  
rouges), Poireaux, Celeris-pommes, Petites  
raves blanches, Epinards, Bruxelles.  
CHOUX BLANC & CHOUX ROUGE

**Librairie-Papeterie**  
**Josué Labastrou**  
FRIBOURG  
FOURNITURES DE BUREAUX  
Registres en tous genres  
Grand choix de porte-plumes réservoirs  
Cartes du canton de Fribourg  
Dépôt des CARTES TOPOGRAPHIQUES FÉDÉRALES

**Ch. Demierre**  
médecin-dentiste  
**BULLE**  
ne reçoit plus  
jusqu'à fin février

**Gros AGRICULTEUR**  
fribourgeois, catholique,  
demande à acheter  
pour février 1920, un  
**domaine**  
bien situé, de 40 à 100  
poses. 1002 209  
Agence Immobilière  
Fribourg, Edouard  
Fischer, Avenue de la  
Gare, Fribourg.

**ON DEMANDE**  
personne âgée de 20 ans  
au moins, propre active  
pour les travaux du mé-  
nage. Gages selon appoin-  
tements. Adr. : M<sup>lle</sup> Léon  
Bernard, Les Bœniers,  
Sainte-Croix. 1284

**ON DEMANDE**  
pour tout de suite, une  
**jeune fille**  
d'une vingtaine d'années,  
propre et honnête, comme  
bonne à tout faire.  
S'adresser à la com-  
mission Piquier. 1286

**ENGELURES.**  
**CREVASSES.**  
**ECZÉMAS, DARTRES**  
et toutes les maladies  
de la peau : brûlures,  
hémorroïdes, furon-  
cles, etc., sont radica-  
lement guéries par le  
**BAUME DU CHALET**  
composé exclusivement  
d'essences de plantes.  
Le pot, avec mode  
d'emploi, 2 fr. 50, la boîte  
de 7 tubes, 3 fr. 50.  
En vente à Fribourg :  
Pharmacie Bour-  
gnecht & Gottrau,  
A. Cuny, G. Lapp,  
Ignace May.

Aux mêmes adresses :  
**ANTI-GRIPPE et ANTI-  
CORYZA du CHALET**  
le meilleur et le plus  
agréable désinfectant  
des voies res-  
piratoires. Le tube  
avec mode d'emploi, 1 fr. 50.

**A VENDRE**  
un bon et fort  
**cheval de trait**  
S'adresser à M. A.  
MENDI & SIEBER,  
combustibles, à Fribourg.

**Rideaux**  
**brodés**  
Grands et petits rideaux  
en mousseline, tulle et tulle  
application, par paire et  
par pièce, vitrage, brisa-  
ville, plumes, broderies  
pour linge. Echantillons  
par retour du courrier.  
H. Meisler, Horisau,  
Fabrique spéciale de ri-  
deaux brodés.

**HOTEL**  
A vendre hôtel de  
voyageurs, meublé, au  
centre de la ville de Vevey.  
Café, salle à manger,  
grand et petites salles  
pour sociétés au 1<sup>er</sup> étage,  
13 chambres à coucher.  
Affaire exceptionnelle.  
S'adresser directement  
au propriétaire, M. Bil-  
laud, av. du Léman 17  
St. Lausanne. 1217

**Fr. BOPP**  
Amublants  
rue du Tir, 8  
FRIBOURG  
Papiers peints  
Grand choix  
Bon marché

**ON demande**  
**JEUNE FILLE**  
sachant faire la cuisine,  
pour service avec femme  
de chambre, dans famille  
catholique. Références  
exigées. — 35, avenue  
de l'Industrie, Lausanne,  
rue de la Chapelle, Gages :  
60 francs. 1281

**ON DEMANDE**  
un  
**domestique de maison**  
pour service intérieur et  
soins à donner à 1 jardin.  
S'adresser à M. Ph. de  
Week, à Jolimont (Fri-  
bourg). 1273-247

**La fabrique BUCHS,**  
à Sainte-Apolline, de-  
mande 2 à 3 bonnes  
**ouvrières**  
Propriété à vendre  
A vendre, près de Ro-  
mond, une jolie maison  
neuve, avec grand jardin,  
grange, écurie et remise  
indépendante et environ  
4 poses d'excellent ter-  
rain.  
S'adresser sous P 1275 F  
à Publicitas S. A., Fri-  
bourg. 1270

**A LOUER**  
à Beaugard  
**petit logement**  
de 2 pièces, (25.-) au  
soleil. 1272  
S'adresser : route de  
Bortig, 2, 2<sup>e</sup> étage.

**A vendre**  
dans le district de la Gru-  
yère, maison d'habita-  
tion avec grand jardin,  
chambre, 2 cuisines,  
bureau de poste, caves,  
garage, eau, électricité.  
Bon rapport, N° 173.  
S'adresser à l'Agence  
Immobilière et Commer-  
ciale Fribourgeoise S. A.,  
79, rue du Pont-Suspendu  
Fribourg. Téléph. 433.

A vendre, dans le district  
de la Gruyère, jolie  
**boulangerie**  
avec 1 1/2 poses de terre,  
bâtiment comprenant trois  
chambres et cuisine, étable  
porcherie, bûcher, grange.  
Conditions avantageuses.  
N° 129.  
S'adresser à l'Agence  
Immobilière et Commer-  
ciale Fribourgeoise S. A.,  
79, rue du Pont-Suspendu  
Fribourg. Téléphone 433.

Guérison complète du  
**GOÛTRE** et des  
**Glandes**  
par notre Fribourg anti-  
goutteux, « Strama-  
san », seul remède efficace  
et garanti inoffensif. Nom-  
breuses attestations.  
Prix : 1/2 flac. 2 fr. 50 ;  
1 flacon 4 fr.  
Prompt envoi au dehors  
par la pharmacie du  
Jura, Bienne.

**Pépinières de Cressy-Onex**  
**H. Hertzschuh - GENÈVE**  
Arbres fruitiers  
Arbres d'ornement  
tiges et nains, à cotes  
et à cidre.  
arbres forestiers,  
plantes vivaces  
— Catalogue gratis —

**TRANSPORTS FUNÉBRES**  
à destination de tous pays  
**Maison A. MURITH**  
Siège social à GENÈVE  
Succursale : FRIBOURG - Téléphone 3.88  
Rue de l'Université, 6, et Rue du Lycée  
**CERCUEILS & COURONNES**  
en tous genres, tarifs très modérés  
**Georges - Articles funéraires**  
Dépôts à BULLE : Louis PASQUIER, secrétaire  
ROMONT : Charles CLEMENT, ébéniste  
CHATEL-ST-DENIS : Emile SCHROETER.

Quiconque est nerveux, se sentant fatigué au moindre effort, ou pour une cause ou pour une autre, souffre de faiblesse nerveuse, quiconque se surmène et a besoin d'un renouveau, quiconque veut se préserver ou se remettre de la grippe, ne doit pas craindre la petite dépense journalière de 40 centimes qu'occasionne l'emploi régulier du



## Biomalt

Le Biomalt n'est pas un médicament. C'est un suraliment merveilleux d'une puissance vitale insomparable. Le Biomalt est fabriqué actuellement en forme de poudre. Il est ainsi aussi efficace et agréable à prendre que le produit liquide vendu auparavant.

**POUDRE ALPHA**  
Le meilleur Shampooing  
Son emploi régulier assure  
l'entretien du cuir chevelu et  
donne aux cheveux le lustre et  
le soyeux.  
No 101 :  
Aux Camomilles. Au Romarin  
Au Jaune d'œuf. Au Genévrier  
Grandes Pharmacies et Drogu-  
eries Bourgnon & Gottrau,  
rue de Lausanne, 57, Fribourg.  
Pharmacie Cuny, Avenue de la  
Gare, Fribourg.  
Pharmacie-Thésaurie G. Lapp, r.  
St-Nicolas, 159, Fribourg, et dans  
toutes les pharmacies, drogueries et  
bonnes papeteries. Fr. 0.20 l'enveloppe.

**Mises de chédail**  
Le soussigné vendra en mises publiques, devant son  
domicile, à Vuisternens-en-Ogoz, jeudi 27 février,  
à 1 heure : 1 jument de trait, un grand lot de chédail  
surnuméraire, soit un char à deux chevaux, 1 char de  
maroché à un cheval, 1 broutte neuve, 1 chariot à  
sacs, 6 raches pour abelles, 1 tour à bois avec man-  
chon universel, 1 fourneau, outillage de charbon, soit :  
brocheuse, rabot en fer, etc., 3 lames de scie à cadre  
neuves, 100 kg. de clous de toutes dimensions, deux  
colliers de chevaux, couvertures et bâches, 2 caisses à  
à gravier, 3 moules de bois, 2 lots de plateaux de  
charbonnage, 6 tas de bois à brûler et une quantité  
d'autres objets utiles trop long à détailler.  
Favorables conditions de paiement.  
Vuisternens-en-Ogoz, le 22 février 1919.  
L'exposant : Joseph BOLLE.

**VENTE PUBLIQUE**  
Pour cause de décès, les héritiers de feu Camille  
Genoud du Chêne, à Châtel-St-Vincent, exposent en  
vente aux enchères publiques, le premier mars,  
à 1 heure précise après midi, devant leur domicile, au  
Chêne, leur chédail, consistant en quinze vaches por-  
tales ou fraîchement vêlées, races pie rouge de monnaie  
faisant partie du syndicat.  
Paiement comptant.  
1282  
Les exposants.

**La Filature de laine**  
**WANGEN-S.-AAR**  
accepte la laine de mouton pour filer à 4, 3,  
à bouts. — Livraison prompte et soignée.



**ON DEMANDE**  
**jeune fille**  
propre et active, sachant  
faire un bon ordinaire.  
S'adr. à M<sup>lle</sup> Burzler,  
directrice, Orbe. 1302

**APPRENTI**  
**DE CUISINE**  
Jeune homme robuste  
et de bonne famille est  
demandé par un Hôtel-  
Restaurant de Lausanne.  
Pour conditions, s'adr.  
sous B 10628 L Publicitas  
S. A., Lausanne. 1219

**TAILLEUR**  
On demande un ou-  
vrier tailleur pour petites  
et grandes pièces, pour  
tout de suite.  
A la même adresse, on  
demande un apprenti  
pour fin avril.  
Alain Tereau, tailleur,  
à Payerne. 1283

**ON DEMANDE UNE**  
**femme de chambre**  
sachant coudre et repasser  
s'adresser chez M<sup>lle</sup>  
Henri de Weck, rue  
Geller, N° 16, Fribourg.

**H. DOUSSE**  
**DENTISTE**  
Bulle et Châtel  
interrompt ses consultations  
jusqu'à nouvel avis.

**JEUNE GARÇON**  
soigné, sérieux et bien re-  
commandé, désirant ap-  
prendre le commerce et  
la vente, trouverait  
place immédiate dans  
magasin de la place. Ré-  
siliation immédiate.  
Offres sous P 1285 F à Pu-  
blicitas S. A., Fribourg.

**On demande**  
une personne de con-  
science pour un ménage  
de 2-3 personnes.  
S'adr. à M. Desbail-  
les-Aubertin, Pérolles,  
4, 2<sup>e</sup> étage, entre  
1 à 2 h. et 6 à 8 h. du soir.

**A LOUER**  
grande chambre avec me-  
uble, avec alcôve indé-  
pendante. 1271  
S'adresser à 75, rue  
de Lausanne.

**On désire acheter**  
**du foin**  
**DOMESTIQUE**  
connaissant la conduite  
et les soins à donner aux  
chevaux est demandé.  
S'adresser à Publicitas S.  
A., Bulle, sous P 49 B.

**Chien égaré**  
Un chien à manteau  
jaune, avec trace de collier  
bleu et liste en tête, ne  
portant ni collier et ni  
marque, s'est réfugié chez  
Jean Danton à Neyroz.  
Prière de le réclamer  
dans la quinzaine, contre  
remboursement des frais  
saison, ou en disposer  
selon la loi. 1281

**Vente de bétail et chédail**  
**à MORENS, près Payerne**  
Pour cause de vente de son domaine, M.  
Samuel Etter, à Morens (canton de Vi-  
bourg) exposera en vente par voie d'enchères  
publiques, le bétail et le chédail ci-après  
désignés :  
1. Bétail : 3 bonnes juments, dont  
de 3 ans, 1 de 4 ans primée au fédéral et au  
cantonal, et 1 de 2 1/2 ans, 19 vaches por-  
tales ou fraîches vêlées, 2 génisses portantes  
de 3 ans, 4 génisses de 2 ans, 4 génisses de 1  
an, 1 taureau de 1 1/2 année avec ascendance  
de 1<sup>re</sup> classe, 5 veaux de l'année, 3 mères  
porcines portantes. Tout le bétail est de 1<sup>re</sup>  
choix, figurant au syndicat de 80 à 90 points.  
2. Chédail : 5 charrs à pont à 2 chevaux  
en bon état, 1 camion à 1 cheval, avec cadre,  
1 voiture à ressorts neuve, 2 faucheuses, 1  
faneuse, 1 râteluse à cheval, 1 semoir neuve,  
1 rouleau en chêne, 4 herse, 1 charrue Bur-  
bant, 1 herse à prairie, 1 machine à arracher  
les pommes de terre, 2 hache-paille, 2 moulin-  
s à vanner, 2 caisses à gravier, 1 traicneau neuf à  
2 chevaux, 1 coupe-racines, 6 colliers pour che-  
vaux, 2 colliers pour autre bétail et quantité  
d'objets dont le détail est trop long.  
L'enchère aura lieu le **jeudi, 27 février**  
courant, et commencera à 9 heures du matin.  
Il sera fait deux tours de mises pour le bétail  
Le chédail sera vendu entre les deux tours  
qui seront faits pour le bétail.  
**Paiement comptant.**  
L'exposant : Samuel Etter.

**Institution Sainte-Agnès**  
**LUERNE, rue des trois Tilleuls, 1**  
1. Classes françaises élémentaires et supérieu-  
res, selon les programmes de l'enseignement  
primaire et secondaire des écoles françaises. Pré-  
paration aux brevets et aux divers baccalauréats.  
2. Classes allemandes primaires et secondai-  
res. Cours de gymnase, préparation à la matura-  
fédérale.  
3. Préparation aux divers examens de la  
gues : alliance français, allemand, italien, es-  
pagnol.  
**LES TRAVAUX DE BORNAGE**  
de 55 parcelles formant l'art. 1270 de Galmi-  
son sont mis aux enchères.  
Pour tous renseignements, s'adresser à l'état  
du notaire Max Pérolet, à Morat, où les soumis-  
sions seront reçues jusqu'à samedi 8 mars, à 6 h.  
du soir. 1289

**Notre**  
**Savon au lait de lys**  
**DE BERGMANN**  
Marque : les deux mineurs  
qui, par sa pureté, sa douceur et sa lon-  
gue durée, est apprécié de chacun, est le  
nouveau en vente partout. Il est le meil-  
leur moyen d'obtenir un teint pur et une  
peau douce, dont il fait disparaître toutes  
les impuretés.  
**BERGMANN & Co, Zurich**

**VENTE PUBLIQUE**  
L'office des poursuites de la Sarine vendra  
au plus offrant, le mercredi, 26 février 1919,  
à 2 h. de l'après-midi, à son bureau, la  
**villa "Félix"**  
N° 70, Boulevard de Pérolles  
Cet immeuble comprend 3 logements de 4,  
6 et 5 pièces, chambres de bonnes, salles de  
bains meublées, veranda et terrasse, hangar,  
cave et jardin 1018 mètres. Chauffage central  
par appartement. 917

**HYPOTHÈQUE**  
On demande à emprunter un capital  
de 150,000 à 170,000 fr. — pour rembour-  
ser une hypothèque n° 1<sup>er</sup> rang sur de grande  
immeubles de rapport. — Sécurité absolue.  
Faire offres avec conditions sous chiffres  
V 1434 Y à Publicitas S. A., Fribourg. 1285

**VENTE DE CHEVAUX**  
Le Dépôt fédéral d'étalons et de poulains ven-  
dra aux enchères publiques, le  
**mardi, 4 mars, dès 8 h. 1/2 du matin**  
**au Dépôt, à Avenches**  
environ 20 chevaux de 3 et 2 ans. Ces chevaux  
sont robustes, ceux de 3 ans ont été attelés. Ils  
peuvent être examinés au Dépôt, le jour avant  
la vente. P 21272 L 1367  
La Direction.

**ON DEMANDE A ACHETER**  
d'occasion, un tab, en  
bon état.  
S'adresser par écrit sous  
P 1107 F à Publicitas  
S. A., Fribourg. 1211

**A VENDRE**  
quelques moules de le-  
yard bon sec, chez M.  
Hayoz, Belfaux. 1170

**Nouveau**  
**L'Ukraine**  
**Tout rent**  
Le gouvernement ukrainien  
clure avec les délégués de  
aux termes duquel l'Ukraine  
les Alliés et acquiert le  
centé à la conférence de  
s'engage à aider l'Ukraine  
nitiement des bolchéviks  
des maîtres de Kiev. L'Enten-  
charge peu facile de m.  
Ukrainiens et les Polonais  
tion des deux Etats.

Le bon sens reprend ses  
après l'accès de folie bol-  
par le meurtre de M. Kurt  
ble nationale, que des é-  
lient dissoudre, restera en  
cédéra, comme il était en-  
nation d'un gouvernement  
fois, il lui sera difficile d'  
d'ouvriers et de soldats et  
moder provisoirement de e-  
gulier, en cherchant à le fa-  
cadre constitutionnel.

A Mannheim, dans le pa-  
république prolétarienne a-  
avec l'aide des troupes, le  
pronunciamento, ont recu-  
leur geste et ont défilé s-  
ouvrage, en déclarant ren-  
lité.

Le peuple allemand est e-  
ner une constitution. Le p-  
mar est saisi d'un projet  
deuxième édition, l'auteur  
tendu le débat de l'assem-  
rechercher son ouvrage. L'u-  
dérailisme sont aux prises,  
nouvelle charte national  
grosse question est sur le  
Prusse.

Le socialisme est nature-  
la place qu'il a conquise de  
ment de l'Allemagne le  
tenter de modeler à son im-  
politique du pays. Le radi-  
mes tendances et l'on v-  
Francfort regretter que la  
pas mis le pays en face du  
faisant table rase du fédé-  
deux alliés sont obligés d'  
troisième associé du pouvo-  
lique, qui est opposé au  
taire. D'ailleurs, les diver-  
magne sont là, retranchés  
d'Etats fédérés indépendants  
blent pas d'humeur à s'en-  
Aussi le projet de consti-  
sultat d'un compromis. Il  
comme d'aucuns l'auraient  
lismo ancien entre le pou-  
Etats. Le ci-devant Conse-  
quel s'exerçait la coopérat-  
tala des Etats, revivra d'  
d'empire », composé des  
gouvernements confédérés et  
d'initiative législative et  
légalitatif et exécutif ; en c-  
dernier mot appartenant  
président de la République.

Le projet de constitution  
Etats la réglementation de  
l'Eglise et l'Etat et l'orga-  
truction publique. Il n'éme-  
objets que des principes  
de croyance et liberté du  
l'école primaire, organisat-  
ment moyen et supérieur  
sible à tous depuis l'école.  
Le seul domaine où une  
dicale ait prévalu est celu-  
ler et des postes ; on n'  
toutes les prérogatives des  
concerne les douanes, le r-  
tique extérieure. Cepen-  
ront plus de représenta-  
particuliers, et la défense  
que la législation douani-  
de l'empire.

Quant à la question de  
rons l'occasion d'en repa-  
Le drapeau allemand se

Voici la meilleure adresse  
pour vendre  
vos chevaux  
pour acheter  
**Boucherie Charolaise Centrale**  
Louvain, 7, LAUSANNE, Louvain, 7  
Malon na les revendant pas  
pour le travail. — Téléph. : jour  
15.36 ; nuit et dimanche, 12.80.

**Nervosan**  
Remède diététique,  
torifiant, recomman-  
dé spécialement contre  
l'épuisement et la  
faiblesse des nerfs.  
Prix : 3 fr. 50 et 5 fr. Dépôt :  
Pharmacie G. LAPP.

**La Salsepareille Model**  
**Dépôt & Laxatif**  
qui a fait ses preuves depuis 30 ans. De nombreuses imitations, paraissant souvent meilleurs marchés, prouvent le grand succès  
de cette préparation. D'un goût exquis et d'un effet doux, ne dérangeant aucune habitude. La Salsepareille Model se recommande spécialement contre la constipation habituelle et le mal  
de tête, ainsi que toutes les maladies qui en dépendent. 1/2 bouteille, 6 fr. ; 1 bouteille, 12 fr. 50. La bouteille pour la cure complète, 12 fr. 50. Ne trouvez dans toutes les pharmacies. Mais si  
l'on vous offre une imitation, refusez-la et faites votre commande par carte postale directement à la Pharmacie Centrale, Médicaments-Général, rue du Mont-Blanc, 9, à Genève, qui vous  
envoiera, franco contre remboursement des prix ci-dessus la véritable Salsepareille Model.